



BUREAU DE L'ÉCONOMISTE EN CHEF



REVUE DES ÉTUDES SUR LA COMPÉTITIVITÉ - décembre 2016

RÉSUMÉ

Le Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada passe en revue semestriellement les études de compétitivité internationale qui évaluent le climat général des affaires au Canada par rapport à celui d'autres pays. En général, ces études font état des estimations et des perceptions du climat d'investissement au Canada sur un plan tant quantitatif que qualitatif.

Le classement général du Canada varie beaucoup selon les études, ce qu'elles mesurent précisément et leur façon de le faire (données, méthodes et pays visés).

Les classements examinés sont les suivants :

Classements largement reconnus de la compétitivité des entreprises et du climat d'investissement : **Rang du Canada par rapport à :**

	Tous les pays	Pays du G-7	Pays du G-20 (*)
Classement du milieu des affaires (EIU) - décembre 2016	5/82	2/7	2/19
Classement de compétitivité mondiale (IMD) - 2016	10/61	2/7	2/19
Indice de confiance IDE (A.T. Kearney) - 2016	3/25	2/7	3/19
Indice de compétitivité mondiale (FEM) - 2016-2017	15/138	5/7	5/19

EIU = Economist Intelligence Unit
 IMD = International Institute of Management Development
 FEM = Forum économique mondial
 (*) sans l'Union européenne

Autres études : **Rang du Canada par rapport à :**

	Tous les pays	Pays du G-7	Pays du G-20 (*)
Indice de liberté économique (Heritage Foundation) - 2016	6/178	1/7	2/19
Indice de mondialisation (KOF Swiss Economic Institute) - 2013	10/207	1/7	1/19
Choix concurrentiels (KPMG) - 2016	2/10	1/7	-----
Networked Readiness Index (FEM) - 2016	8/138	2/7	2/19
Indice de la facilité de faire des affaires (Groupe de la Banque mondiale) - 2017	22/190	4/7	5/19

CBOC =Conference Board du Canada
 (*) sans l'Union européenne

CONTEXTE

1. Pour cerner les forces et les faiblesses du climat de l'investissement du Canada, le Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada suit de près les principales études internationales qui comparent le climat des affaires au Canada à celui d'autres grandes économies. Ces études sont aussi utilisées dans le cadre d'activités de marketing et de communication qui visent à faire connaître les avantages comparatifs du Canada en matière d'investissement. Le Ministère utilise également ces études pour préparer des rapports sur l'état de l'investissement étranger direct puisqu'il a pour mandat d'attirer l'investissement étranger direct et de proposer des initiatives stratégiques en vue de renforcer le climat de l'investissement au Canada.
2. Nombre de ces études d'étalonnage mettent en relief les progrès réalisés par le Canada pour que son climat économique soit plus propice à l'investissement. Elles permettent également de prendre conscience des faiblesses de notre pays et de mieux comprendre comment il est perçu par certains investisseurs étrangers. Cette information est utile dans la mesure où elle nous permet de pousser plus avant la recherche sur les lacunes perçues, de répondre aux préoccupations des investisseurs et de proposer des changements aux politiques gouvernementales.
3. La première section de l'Examen des études sur la compétitivité ci-joint (voir l'annexe) met en relief les principaux résultats obtenus par le Canada dans le cadre de cinq études bien connues, quatre d'entre elles portant sur la compétitivité, et une sur la confiance qu'inspirent les différents pays en matière d'investissement direct étranger. La deuxième section fait état d'autres études majeures et précise le classement du Canada dans chacune d'entre elles.

CONSIDÉRATIONS

4. Tous les indices sont obtenus à partir de données quantitatives et qualitatives qui sont agrégées et traitées en fonction des hypothèses inhérentes à chaque modèle. Il n'existe pas de méthode qui fait consensus pour mesurer le climat d'investissement ou la performance économique d'un pays, de sorte que chaque organisation établit sa propre méthode en donnant un poids plus ou moins important aux diverses variables en fonction de ses objectifs.
5. Il est de mise d'être prudent lorsqu'on interprète les résultats ainsi obtenus. En effet, l'écart entre la première et la dixième place est souvent négligeable pour de nombreux indices qui rendent compte du climat des affaires ou de la compétitivité mondiale.
6. Même si ces études établissent une corrélation positive entre la qualité du climat global des affaires et les flux des investissements étrangers directs, on sait très bien que les décisions d'investissement sont basées sur divers facteurs qui sont souvent propres à chaque pays et que les entreprises prennent des décisions en tenant compte non seulement du climat des affaires, mais aussi de leurs besoins opérationnels et de leur stratégie internationale.
7. Pour rendre compte de facteurs intangibles qu'on ne trouve pas dans les statistiques officielles, de nombreux indices de compétitivité utilisent des données qualitatives obtenues en menant des sondages d'opinion auprès de dirigeants d'entreprises. Une analyse préliminaire indique que pour le climat de l'investissement, le Canada obtient systématiquement un classement plus bas dans les sondages sur la « perception des investisseurs » que dans les évaluations empiriques des caractéristiques économiques.

Bureau de l'économiste en chef (BED) – Personne-ressource

M. Arif Mahmud

Tél. : 343-203-4122

Courriel : Arif.Mahmud@international.gc.ca

Le 16 décembre 2016

ANNEXE – décembre 2016

REVUE DES ÉTUDES SUR LA COMPÉTITIVITÉ – DÉCEMBRE 2016

L'Examen des études sur la compétitivité internationale est divisé en deux sections. La première porte sur quatre études sur la compétitivité qui sont bien connues et qui visent toutes à mesurer la qualité ou l'attrait du climat global de l'investissement. Ces études sont reconnues pour être des sources d'information qui font autorité et elles sont largement relayées dans les médias. Ces quatre études sont :

1. Le Business Environment Ranking 2017-2021, un classement des pays en fonction du climat des affaires (Economist Intelligence Unit);
2. L'édition 2016 du *World Competitiveness Yearbook* (International Institute for Management Development);
3. *The 2016 A.T. Kearney Foreign Direct Investment Confidence Index* (A.T. Kearney);
4. L'édition 2016-2017 du *Global Competitiveness Report* (Forum économique mondial).

La deuxième section répertorie d'autres études importantes qui fournissent des renseignements précieux, mais qui ne reçoivent pas la même attention de la part du public et des médias :

1. Index of Economic Freedom 2016, un indice de la liberté économique (Heritage Foundation, 2016);
2. KOF Index of Globalization 2013, un indice de la mondialisation (Swiss Economic Institute, 2016);
3. L'édition 2016 de *Competitive Alternatives* – en français, seule une synthèse intitulée *Choix concurrentiels* est disponible (KPMG 2016);
4. Networked Readiness Index 2016, un indice de préparation au réseautage (Forum économique mondial, 2016);
5. Ease of Doing Business Ranking 2017, un classement des pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires (Groupe de la Banque mondiale, 2016).

Il faut noter qu'outre les études susmentionnées, il existe un éventail d'études comparatives qui classent les pays. Certaines d'entre elles pourraient être examinées à l'avenir pour leur pertinence au chapitre du climat de l'investissement, la solidité de leur méthode et la possibilité de les utiliser dans le cadre des activités du Canada qui visent à promouvoir l'investissement et à attirer des investisseurs.

PRINCIPALES ÉTUDES DE LA COMPÉTITIVITÉ (pays membres du G-7)

Pays	Classement du milieu des affaires (82 pays) (2017-2021)	Classement de compétitivité mondiale (61 pays) (2016)	Indice de confiance IDE (25 premiers pays) (2016)	Indice de compétitivité mondiale (138 pays) (2016-2017)
États-Unis	3	3	1	3
Canada	5	10	3	15
Royaume-Uni	18	18	5	7
France	14	32	8	21
Allemagne	9	12	4	5
Japon	25	26	6	8
Italie	39	35	16	44
Sources :	Economist Intelligence Unit, « Business Environment Ranking » – décembre 2016	International Institute for Management Development, « The World Competitiveness Yearbook 2016 »	A.T. Kearney, « FDI Confidence Index » – avril 2016	Forum économique mondial, « Global Competitiveness Report 2016-2017 »

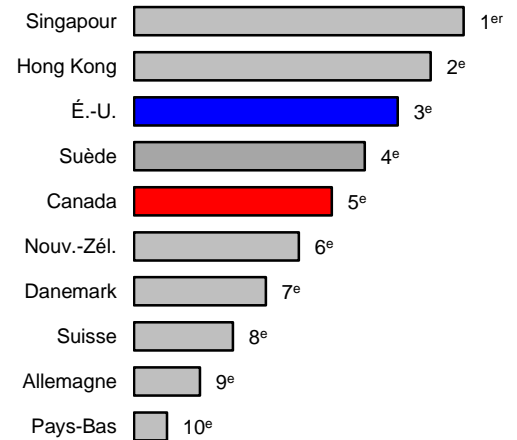
Classement du milieu des affaires 2017-2021

L'organisme Economist Intelligence Unit (EIU) met à jour son classement du climat des affaires tous les mois. Le modèle de l'EIU mesure l'attrait actuel et futur du climat commercial dans 82 pays selon un cadre d'analyse type. Le modèle comprend 10 catégories distinctes.

Selon l'EIU, le Canada se classe au 5^e rang, derrière Singapour, Hong Kong, les États-Unis et la Suède, en tant que pays où il sera le plus facile de faire des affaires dans les cinq prochaines années (2017-2021). C'est mieux que la 7^e place qu'il occupait par le passé (2012-2016). Parmi les dix premiers pays du classement, le Canada surclasse la Nouvelle-Zélande (6^e), le Danemark (7th), la Suisse (8^e), l'Allemagne (9^e) et les Pays-Bas (10^e). Le Canada fait également mieux que plusieurs grandes puissances comme la France (14^e), le Royaume-Uni (18^e), le Japon (24^e) et l'Italie (39^e).

Parmi les pays du G7, le Canada se classe 2^e en tant que pays où il sera le plus facile de faire des affaires dans les cinq prochaines années.

Classement du milieu des affaires 2017-2021, 10 premiers pays



Classement de compétitivité mondiale 2016

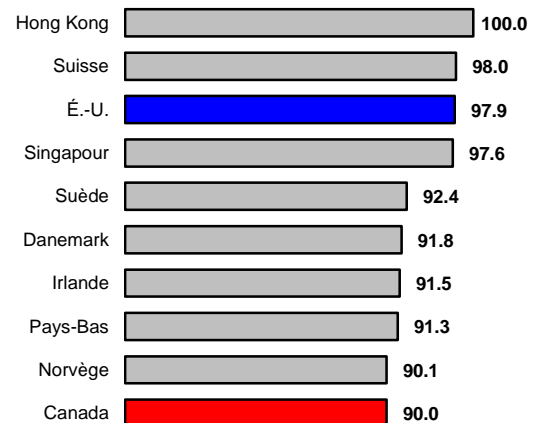
Le World Competitiveness Yearbook est produit chaque année depuis 1989 par l'International Institute for Management Development (IMD). Il évalue la capacité des pays à créer et à entretenir un climat propice à la compétitivité des entreprises.

La version 2016 de cet annuaire prend en compte 61 pays et économies régionales par rapport à 342 critères regroupés en quatre sous-catégories : performance économique, efficacité de l'administration publique, efficacité des entreprises et infrastructure. Ce classement indique que Hong Kong prend le pas sur les États-Unis, passant du 2^e au 1^{er} rang, alors que les États-Unis tombent de leur 1^{er} rang habituel au 3^e. La Suisse monte du 4^e rang au 2^e et Singapour tombe du 3^e au 4^e. De 2015 à 2016, le Canada recule fortement du 5^e au 10^e rang, mais demeure 2^e dans le Groupe des 7 derrière les États-Unis. Dans le groupe des grands pays industrialisés, il devance l'Allemagne (12^e), le Royaume-Uni (18^e), le Japon (26^e), la France (32^e) et l'Italie (35^e).

Dans le Groupe des 7, le Canada fait mieux que tous les autres pays membres à l'exception des États-Unis. Il se situe à 90 % de la compétitivité de Hong Kong (qui se classe au premier rang en 2016). En revanche, l'Italie, dernière dans le Groupe des 7, n'a que 69 % de cette même compétitivité de Hong Kong.

Dans les sous-catégories, le Canada régresse du 13^e au 14^e rang pour la performance économique à cause de la faiblesse de son économie intérieure et de son bilan des investissements internationaux qui fait contrepoids à des gains en matière d'emploi et de prix. Pour l'efficacité de l'administration publique, il tombe du 8^e au 10^e rang avec des pertes sur le plan de la politique budgétaire et du cadre social qui contrebalancent des gains sur le plan de la législation des entreprises.

Classement de compétitivité mondiale 2016, 10 premiers pays



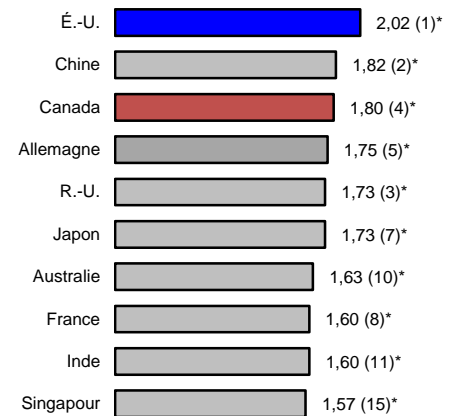
En matière d'efficacité des entreprises, il recule largement du 3^e au 12^e rang avec des pertes importantes de productivité, d'efficacité et de solidité financière qui annulent des gains sur le marché du travail. En matière d'infrastructure enfin, le Canada glisse du 6^e au 9^e rang avec des faiblesses d'infrastructure essentielle, technologique et scientifique (du 14^e au 16^e rang) et d'éducation qui s'opposent à des gains en santé et en environnement.

Indice de confiance IDE 2016

L'indice annuel de confiance IDE (investissements directs étrangers) A.T. Kearney mesure les probabilités d'investissement direct sur certains marchés à un horizon de un à trois ans. Il est calculé à partir d'un sondage mené auprès des dirigeants des plus grandes entreprises au monde qui produisent environ 70 % des flux mondiaux d'IDE et représentent l'ensemble des grandes régions et secteurs. Le sondage est fondé exclusivement sur les perceptions et les opinions des cadres et ne fait pas appel à des critères quantifiables.

En 2016, les États-Unis et la Chine conservent les 1^{er} et 2^e rangs et le Canada monte du 4^e au 3^e rang.

Indice de confiance IDE en 2016, 10 premiers pays



* Les chiffres entre parenthèses indiquent les rangs respectifs des pays à l'indice de confiance IDE en 2015.

Indice de compétitivité mondiale 2016-2017

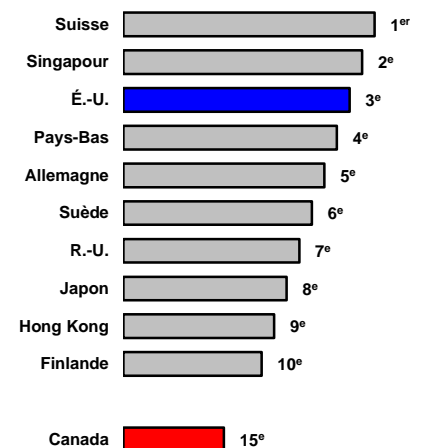
Tous les ans, le Forum économique mondial (FEM) publie son Rapport sur la compétitivité mondiale. Dans le rapport 2016-2017, il analyse la compétitivité en s'appuyant sur l'indice de compétitivité mondiale.

L'Indice de compétitivité mondiale : Cet indice est une mesure globale des facteurs essentiels à la productivité et à la compétitivité. L'indice se compose de 12 piliers répartis en trois sous-catégories, chacune étant essentielle à une étape donnée du développement :

a) la sous-catégorie des « exigences de base » regroupe les piliers indispensables aux pays au stade de développement fondé sur les facteurs (institutions, infrastructures, stabilité macroéconomique, santé et enseignement primaire); b) la sous-catégorie des « optimiseurs d'efficacité » comprend les piliers indispensables aux pays dont le développement est fondé sur l'efficacité (enseignement supérieur et formation, efficacité du marché des marchandises et du marché du travail, technicité du marché financier, état de préparation technologique, taille du marché); c) la sous-catégorie des « facteurs d'innovation et de technicité » englobe les piliers indispensables aux pays dont le développement est fondé sur l'innovation (technicité des entreprises, innovation).

Le Canada est 15^e parmi les 138 pays examinés, ayant perdu deux rangs par rapport au 13^e rang qu'il occupait l'an dernier parmi les 140 pays considérés. Comme l'an dernier, parmi les pays du G7, il est 5^e derrière les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

Indice de compétitivité mondiale 2016-2017, 10 premier pays



AUTRES ÉTUDES SUR LA COMPÉTITIVITÉ (classement des membres du G-7)

Voici cinq autres études importantes consacrées à la compétitivité :

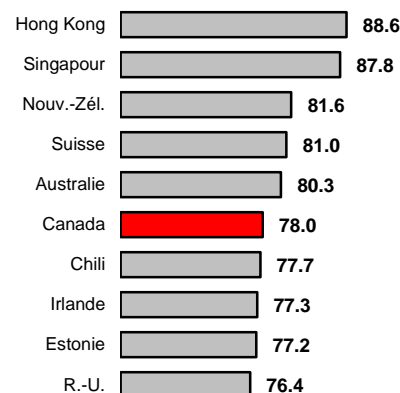
Pays	Indice de liberté économique (178 pays) (2016)	Indice de mondialisation (207 pays) (2013)	Choix concurrentiels (10 pays) (2016)	Networked Readiness Index (138 pays) (2016)	Indice de la facilité de faire des affaires (190 pays) (2017)
États-Unis	11	34	7	5	8
Canada	6	10	1	8	22
Royaume-Uni	10	20	4	15	7
France	75	19	3	20	29
Allemagne	17	27	5	13	17
Japon	22	48	6	19	34
Italie	86	24	2	51	50
Sources :	The Heritage Foundation, février 2016	KOF Swiss Economic Institute, mars 2016	Choix concurrentiels KPMG, avril 2016	Forum économique mondial, janvier 2016	Données « Doing Business in 2017 », Groupe de la Banque mondiale

Indice de liberté économique 2016 (diffusion en 2016)

L'Heritage Foundation et le Wall Street Journal publient tous les ans un « indice de liberté économique » qui *porte* sur les facteurs les plus directement liés à la liberté économique et à la prospérité. L'étude sert de guide de référence pratique sur les économies de 178 pays. Elle contient des évaluations par pays et des renseignements à jour sur des indicateurs comme les régimes d'investissement étranger, la dette de l'État, les tarifs douaniers, la réglementation bancaire, la politique monétaire et le marché noir. Les pays les mieux classés à cet indice ont aussi des taux supérieurs de croissance économique à long terme et sont plus prospères que les pays économiquement moins libres; 100 et 0 pour cent correspondent respectivement à une liberté et à une répression totales.

Dans l'étude de 2016, Hong Kong est en tête avec 88,6 %, suivi de Singapour avec 87,8 % et de la Nouvelle-Zélande avec 81,6 %. Le Canada conserve sa 6^e place cette année avec 78,0 %. Il perd 1,1 point de pourcentage depuis 2015. Par ailleurs, il se classe en tête des pays du G-7. Les États-Unis passent du 12^e au 11^e rang avec 75,4 %, ; ils perdent 0,8 point de pourcentage depuis 2015. Ils sont troisièmes dans le Groupe des 7.

Indice de liberté économique (Heritage Foundation) 2016, 10 premiers pays



Indice de mondialisation 2013 (diffusion en 2016)

L'indice de mondialisation, publié tous les ans par le KOF Swiss Economic Institute, offre un guide complet de la mondialisation dans 207 pays du monde. La version annuelle est fondée sur les données de la troisième année précédant sa publication. Ainsi, le classement paru en 2016 vise les données de 2013. L'indice se divise en cinq sous-indices décrivant trois dimensions (économique, sociale et politique) de la mondialisation.

Dans le classement le plus récent, le Canada monte du 12^e au 10^e rang et les États-Unis gardent leur 34^e place. Dans le Groupe des 7, le Canada reste premier. Son principal atout est la dimension sociale qui lui vaut le 8^e rang dans l'ensemble et le 1^{er} dans le Groupe des 7. La dimension de la mondialisation comprend les sous-indices « données sur les contacts personnels » et « données sur les flux d'information ». Le dernier de ces sous-indices vise notamment les flux du trafic téléphonique et du tourisme international et le premier, le nombre d'utilisateurs d'Internet et de téléviseurs par habitant. La grande faiblesse canadienne réside dans la dimension économique où se retrouvent le commerce international et les stocks et flux d'IDE et où le Canada est 34^e, bien loin cependant devant les États-Unis au 89^e rang.

Choix concurrentiels KPMG 2016

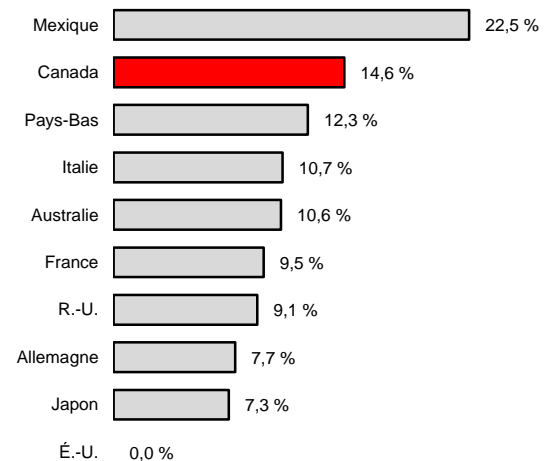
« Choix concurrentiels » de KPMG est un guide biennal qui présente une comparaison internationale des lieux d'affaires en Amérique du Nord, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. Cette étude porte principalement sur les coûts d'entreprise sur le plan international et mesure plus précisément l'incidence de coûts importants qui varient selon les lieux dans leur application à différents types d'entreprises.

L'édition 2016 de ce guide né en 1996 compare les coûts de 19 types d'entreprises dans 100 villes de 10 pays. Les résultats nationaux visent les coûts d'entreprise dans les grandes villes d'un pays. Le classement des coûts d'entreprise est ascendant et le pays aux coûts les plus bas se classe au premier rang avec un avantage coûts exprimé en pourcentage par rapport aux États-Unis. De tous les pays examinés, c'est le Mexique qui présente les coûts les plus bas.

En 2016, l'avantage coûts du Mexique sur les États-Unis s'établissait à 22,5 %, un sommet pour tous les points considérés dans cette décennie. Le Canada demeure au 2^e rang parmi les 10 pays avec des coûts d'entreprise inférieurs de 14,6 % à ceux des États-Unis. De même, les Pays-Bas restent au 3^e rang avec 12,3 % par rapport aux États-Unis. L'Italie et l'Australie passent cette année aux 4^e et 5^e rangs respectivement avec des coûts d'entreprise à peu près semblables dans l'ensemble. La France est 6^e et le Royaume-Uni 7^e. La France prend le pas sur le Royaume-Uni et les deux tombent derrière l'Italie. L'Allemagne et le Japon occupent les 8^e et 9^e rangs. L'Allemagne repasse devant le Japon comme elle l'avait fait en 2010 et 2012. Les États-Unis ferment la marche au 10^e rang. C'est la seule fois où ils se retrouvent si bas au classement des choix concurrentiels.

Classement 2013	Économique	Social	Politique
1. Pays-Bas	4	5	9
2. Irlande	2	4	25
3. Belgique	9	6	3
4. Autriche	13	1	4
5. Suisse	27	3	10
6. Singapour	1	2	93
7. Danemark	20	10	17
8. Suède	24	15	7
9. Hongrie	7	23	23
10. Canada	34	8	11
19. France	63	11	2
20. R.-U.	59	12	6
24. Italie	62	31	1
27. Allemagne	81	16	20
34. É.-U.	89	28	16
48. Japon	124	53	30

Avantage des coûts en pourcentage par rapport aux États-Unis, 2016



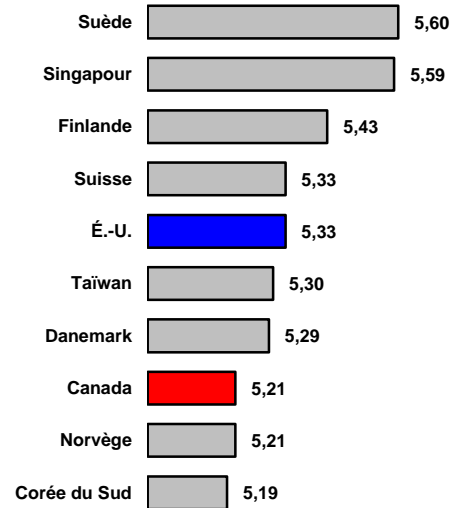
Networked Readiness Index 2016 (diffusion en 2016)

Le Networked Readiness Index est publié par le Forum économique mondial. Dans cet indice, on analyse 138 économies au total, 5 de moins que l'an dernier, le but étant de mesurer l'état de préparation d'un pays ou d'une collectivité désireux de participer au développement des TIC et d'en tirer parti. Il comprend les trois sous-indices suivants :

- a) conditions pour les TIC qu'offre un pays ou une collectivité;
- b) préparation des intervenants clés de la collectivité (particuliers, entreprises et administrations publiques);
- c) utilisation des TIC chez ses intervenants.

Dans l'indice de 2016, le Canada monte du 11^e au 8^e rang et les États-Unis, du 7^e au 5^e. Les deux premiers rangs sont respectivement occupés par la Suède et Singapour. Au sein du Groupe des 7, le Canada est 2^e derrière les États-Unis.

Networked Readiness Index 2016, 10 premiers pays

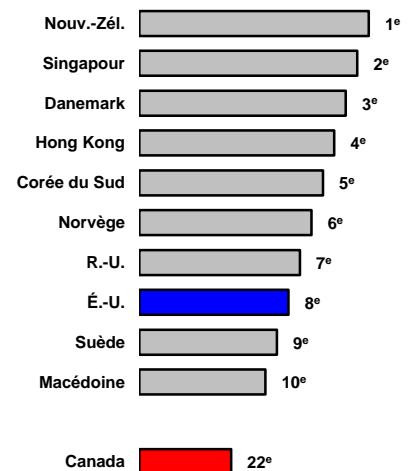


Indice de la facilité de faire des affaires en 2017

Chaque année, le Groupe de la Banque mondiale publie une étude intitulée *Facilité de faire des affaires*. Il fournit des évaluations objectives de la réglementation sur les activités commerciales et de son application. L'étude de 2017, parue en octobre 2016, s'appuie sur une série d'indicateurs permettant de comparer 190 économies. Le classement selon la « facilité de faire des affaires » est une mesure globale des résultats par pays. Il y a neuf sous-catégories dans le rapport, dont la protection des investisseurs, l'exécution des contrats, la création d'entreprises et l'enregistrement des titres de propriété. Des notes d'information générale sur chaque catégorie sont également fournies.

Dans le dernier rapport en date, le Canada se classe 22^e sur 190 pays, alors qu'il était 14^e l'année précédente. Il excelle surtout dans la création d'entreprises, la protection des investisseurs, la facilité d'obtention de prêts et le règlement de l'insolvabilité. Les États-Unis sont au 8^e rang alors qu'ils étaient 7^{es} l'an dernier. L'obtention de prêts, le règlement de l'insolvabilité et l'exécution de contrats constituent leurs principaux points forts. Parmi les dix premiers pays pour 2017, seul le Danemark a conservé son 3^e rang tandis que les pays suivants ont amélioré leur classement : Nouvelle-Zélande (du 2^e au 1^{er} rang), Hong Kong (du 5^e au 4^e rang) et la Norvège (du 9^e au 6^e rang). Outre les États-Unis, d'autres pays ont aussi reculé d'un ou deux rangs : Singapour (passé de 1^{er} à 2^e); la Corée du Sud (du 4^e au 5^e rang), le Royaume-Uni (du 6^e au 7^e rang), la Suède (du 8^e au 9^e rang) et la Finlande (du 10^e au 12^e rang). La Macédoine, qui était 12^e l'an dernier, a pris le 10^e rang qu'occupait la Finlande. Au sein du G7, le Canada se classe 4^e, derrière le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne.

Indice de la facilité de faire des affaires en 2017, 10 premiers pays



Bureau de l'économiste en chef (BED) – Personne-ressource

Arif Mahmud

Tél. : 343-203-4122

Courriel : Arif.Mahmud@international.gc.ca

Le 16 décembre 2016